

Profils, hauts fonctionnaires, “govtech”... La revue de presse internationale

Jean-Bernard Gallois

ROYAUME-UNI

L'intérêt pour le “Civil Service Fast Stream” s'effondre

L'intérêt pour le programme permettant d'accéder à la haute fonction publique britannique en accéléré a chuté de façon spectaculaire pour la deuxième année consécutive. Il a reçu 50 % de candidats en moins en 2023 par rapport à 2021. Après un sommet de 65 000 candidats en 2020, ils n'étaient plus que 27 000 l'an dernier. Ce processus a été affecté par la décision du gouvernement de Boris Johnson de suspendre le programme dans le cadre du projet de suppression de 91 000 emplois dans la fonction publique, annulé ensuite par Rishi Sunak en octobre 2022. Selon les interlocuteurs cités dans l'article, la baisse des salaires réels et l'augmentation des critiques à l'encontre des fonctionnaires ont également joué un rôle dans cet effondrement.

Lire sur [Civilserviceworld.com](https://www.civilserviceworld.com)

AUSTRALIE

Les 5 profils les plus recherchés dans le secteur public en 2024

Les 5 domaines de compétences les plus fortement demandés à l'échelle nationale sont les suivants : la technologie et les données ; la cybersécurité ; la comptabilité-audit-finances ; les achats et la gestion des contrats publics ; le management de projets. Selon l'auteur de l'article, responsable de la branche “Gouvernement fédéral” au cabinet de recrutement Robert Walters, ce sont plus de 370 000 spécialistes technologiques qui manquent en Australie d'ici 2026, secteurs privé et public confondus.

Lire sur [Themandarin.com.au](https://www.themandarin.com.au)

ÉMIRATS ARABES UNIS

Lancement d'une consultation en ligne sur un taux d'impôt minimum

Cette consultation, organisée par le ministère des Finances publiques et qui durera du 15 mars jusqu'au 15 avril 2024, vise à recueillir le point de vue des parties prenantes concernées par la création d'un impôt minimum fondé sur le modèle de règles globales anti-érosion de la base d'imposition édictées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cet impôt serait distinct de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, s'élevant à 9 %, mis en place dans les Émirats arabes unis depuis juin 2023.

Lire sur [Theprint.in](https://www.theprint.in)

INDONÉSIE

Des espoirs pour l'impact de la technologie sur la vie des citoyens

Spécialiste des données à Djakarta Smart City, Juan Kanggrawan présente dans l'article différentes initiatives de *govtech* implantées en Indonésie depuis 2021. Parmi celles-ci : un système de réponse qui compile, analyse et redistribue 15 000 "aspirations citoyennes" mensuelles à plus de 100 agences gouvernementales ou l'accès à une "super app" (au niveau national et provincial) permettant d'accéder à des services clés *via* une seule application, dans les domaines de la santé, l'éducation, la citoyenneté et les transports. Il évoque aussi un modèle prédictif concret du niveau de production qui anticipe diverses tendances liées à l'occurrence des inondations, à la structure du trafic, à la propagation du Covid-19, aux performances scolaires, aux recettes fiscales, à la qualité de l'air et aux schémas de déplacement des citoyens.

Lire sur [Govinsiderasia](#)

TAÏWAN

Démocratie numérique ou société de surveillance ?

Dans cet article très complet écrit par 2 chercheuses, celles-ci se demandent si la protection numérique n'a pas empiété sur la vie privée des citoyens durant la pandémie de Covid-19. Après avoir souligné le rôle des "hackers civiques" dans la pratique de la démocratie numérique à Taïwan et, en particulier, l'accélération du processus d'accès aux données durant la pandémie, les auteures s'interrogent sur la pertinence de la loi nationale sur la protection des données personnelles. En 2020, elle ne prévoyait pas de mesures de protection pour la collecte de renseignements personnels et ne disposait pas d'une autorité de contrôle unique, mais était régie par l'autorité centrale compétente de chaque secteur et/ou les gouvernements locaux. Alors qu'une transformation est en cours, les chercheuses analysent le fonctionnement de "MyData Platform" – qui permet le partage des données personnelles par les citoyens – et l'importance que ceux-ci accordent à la sécurité publique et à leur vie privée.

Lire sur [Taiwaninsight.org](#)